

PASSER des logiques de guerre à une culture et des politiques de PAIX

LE « CHAOS DU MONDE » N'A RIEN D'INÉLUCTABLE

Les guerres qui se déroulent sous nos yeux en Syrie, au Yémen ou en Irak, et la violence des organisations fondamentalistes qui sèment la terreur et la mort en Irak, Syrie, Turquie, Afghanistan, Pakistan, Nigeria, en Europe comme encore à Londres ce 22 mars, en Afrique ou en Amérique du Nord, sont le fruit d'échecs politiques, les manifestations d'une guerre économique portée à son comble.

Construire une sécurité humaine collective appelle des politiques nationales de justice sociale, de progrès et de développement, et des réponses politiques et économiques globales, coopératives, avec pour objectif de s'en prendre aux causes des inégalités et injustices socioéconomiques.

En près de trente ans de « guerre internationale au terrorisme », lancée par GW Bush, le nombre de foyers « djihadistes » dans le monde est passé de 3 à 14, au cœur d'un siècle de violences politiques, de guerres, d'interventions étrangères, d'occupation militaire, d'humiliation au Proche-Orient ou en Afrique où dictatures, théocraties et occupations étrangères ont spolié les peuples de la région de leurs ressources et richesses et porté atteinte à leur dignité.

Les politiques d'austérité ou d'ajustement structurel sont non seulement incompatibles avec une

politique de paix et de sécurité globale mais elles en sont les obstacles majeurs : appauvrir les économies nationales et les peuples, affaiblir les puissances publiques et mettre en concurrence les individus mène à l'instabilité de longue durée.

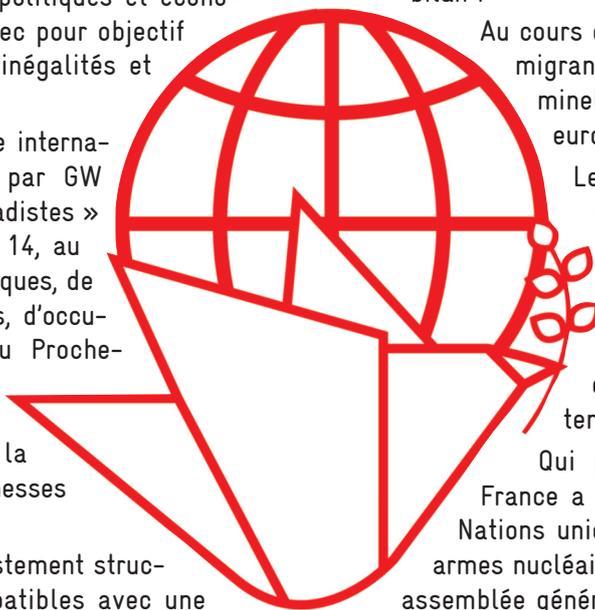
La France a, sous les présidences de Nicolas Sarkozy et François Hollande, repris place dans le commandement intégré de l'OTAN, enchaîné les interventions militaires en Libye, au Mali, en Centrafrique, en Irak, en Syrie. Pour quel bilan ?

Au cours de la même période, les réfugiés et migrants ont été traités comme des criminels par de trop nombreux dirigeants européens. C'est révoltant et indigne.

Le gouvernement français a, dans le même temps, accru ses ventes d'armes, devenant le 2^e exportateur mondial dans ce secteur.

La France surarme des États comme des groupes djihadistes tel qu'Al-Nosra dont une partie maintenant a rejoint les rangs de Daesh.

Qui plus est, en décembre 2016, la France a voté contre la Résolution L41 des Nations unies pour un traité d'interdiction des armes nucléaires adoptée à une large majorité en assemblée générale de l'ONU.



QUAND LA GUERRE EST DEVENUE UN COMMERCE, LA PAIX DOIT ÊTRE UN PROJET POLITIQUE PRIORITAIRE

Nous sommes des dizaines de millions de femmes et d'hommes en France, des centaines de millions en Europe et dans le monde à aspirer à la paix.

La **sécurité humaine collective** consiste à rompre avec les politiques de la peur, les logiques opportunistes et mercantiles, et la logique de guerre.

La France, en adoptant une diplomatie préventive et de l'intérêt partagé peut, dans un même mouvement, engager au plan international, européen et national une série d'initiatives majeures.

INTERNATIONAL

1. Participer à l'élaboration, ratifier et appliquer le **Traité de désarmement et d'interdiction des armes nucléaires** de la Conférence internationale dont l'ONU a engagé les négociations ce 27 mars 2017.
2. Mettre fin aux ventes d'armes aux pays belligérants ou participant à une montée des tensions.
3. Demander une réunion spéciale du Conseil de sécurité de l'ONU pour engager dès cette année la préparation de la première « **COP de la finance mondiale, de l'harmonisation et de la justice fiscales** » (résolution adoptée à l'Assemblée nationale en février 2017 sur proposition du député communiste Alain Bocquet).

2017, L'humain d'abord !

PCF
Parti communiste français

**FRONT
DE GAUCHE**

4. Engager, sous l'égide de l'ONU, la tenue d'une **Conférence régionale pour la paix et le développement des Proche et Moyen-Orient**, conférence inclusive et multilatérale, avec pour ordre du jour la résolution et prévention des conflits de la région, sa dénucléarisation, son désarmement, la mise en place d'une exploitation concertée et déprivatisée des ressources pétrolières et gazières prenant compte de la transition énergétique et du droit à l'énergie pour les peuples de la région, la protection des ressources en eau comme bien commun universel.
5. Reconnaître l'État **paléstinien** et soutenir les luttes des organisations progressistes et démocratiques engagées pour les droits politiques et culturels des **Kurdes** partout où ils vivent.
6. S'engager dans le renforcement démocratique des institutions multilatérales et pour l'augmentation des cotisations des États-membres à l'ONU et ses opérateurs : FAO, HCR, PNUD et Unesco ; ainsi que pour la mise en œuvre des Accords de Paris sur le réchauffement climatique, et dans le cadre d'une réforme de l'ONU agir pour la mise sous contrôle des instances de l'ONU des Institutions monétaires internationales et pour le lancement d'une monnaie commune mondiale.
7. Promouvoir l'organisation d'une Conférence mondiale pour la paix et le progrès, sortir de l'OTAN et initier sa dissolution pour lui substituer des **cadres de coopération et de sécurité collective sous égide de l'ONU**, renforcer le poids et la capacité d'initiative de l'OIT (droit du travail, salaire minimum, droit de grève, protection sociale et retraite), garantir l'application de la Convention de Genève et proposer son extension aux réfugiés climatiques et exilés économiques.

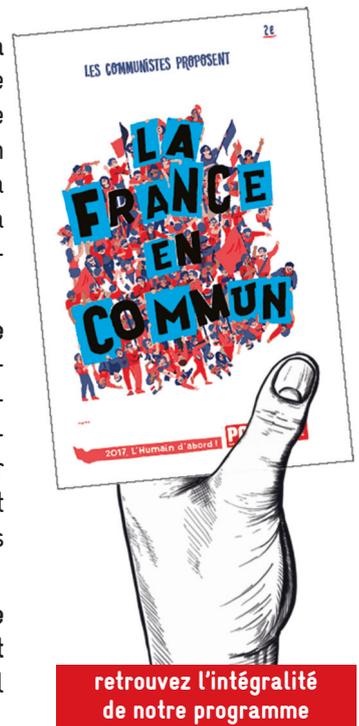
EUROPE

1. Prendre une initiative pour faire de l'Europe un espace exempt d'armes nucléaires et tenir une Conférence pour la création d'un **large cadre européen commun et inclusif de coopération et de sécurité collective** dépassant les limites de l'UE actuelle, incluant la Russie et tout pays non membre de l'UE, pour engager des projets de sécurité et coopération communes, de développement économiques mutuellement bénéfiques entre États membres de l'UE, et entre l'UE et son voisinage est-européen ainsi qu'avec les pays d'Afrique, du Maghreb et du Proche-Orient.

2. Abandonner les négociations sur les traités de libre-échange Tafta, Ceta et Tisa, et travailler à de **nouveaux traités internationaux de maîtrise des échanges** pour le développement de biens communs partagés.
3. Investir dans le développement commun et initier l'organisation d'une **Conférence européenne pour la restructuration des dettes des États** : annulation partielle et révision des conditions de remboursement.
4. Organiser un **Sommet social européen** pour abroger la directive sur les travailleurs détachés, faire converger les salaires, temps et conditions de travail vers le haut, pour une harmonisation sociale la plus avantageuse aux travailleurs
5. Lancer une consultation nationale populaire et citoyenne en vue de la **rédaction d'un nouveau traité européen pour une Europe des peuples et nations libres, souveraines et associées** qui sera soumis par référendum aux Français.

NATIONAL

1. **Élaborer de grandes orientations et priorités** de la politique internationale et européenne de la France à l'occasion d'une conférence nationale regroupant parlementaires, élus locaux, associations, syndicats et partis politiques avant présentation et débat à l'Assemblée nationale et au Sénat.
2. **Réviser le budget de la Défense** et organiser une consultation nationale pour la rédaction d'un nouveau livre blanc de la défense nationale et de la sécurité humaine collective.
3. **Refondre les politiques de visa** en respect des conventions et du droit international, la levée de l'interdiction de travailler des demandeurs d'asile et la régularisation des sans-papiers.
4. **Refondre la politique d'aide publique au développement** pour la monter à 1% réel du PIB.



AUX ACTES CITOYENS!

JE REJOINS LE PCF

Nom :

Prénom :

Adresse :

E-mail :

Tél :